

Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, notamment l'article 83ter, modifié par l'arrêté ministériel du 11 août 1986;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 160, § 10, alinéa 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage a été abrogé par l'arrêté royal du 26 janvier 1989, de sorte que le texte de l'article 83ter, § 4, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964, qui renvoie à l'article 160, § 10, alinéa 3 précité, doit être adapté sans délai,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 83ter, § 4, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, modifié par l'arrêté ministériel du 11 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de 4 056 francs visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et au § 2, est lié à l'indice pivot 114,20. Il est calculé en l'affectant du coefficient 1,02<sup>n</sup> n représentant le rang de l'indice-pivot atteint au 1<sup>er</sup> janvier 1984. »

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> novembre 1988.

Bruxelles, le 27 janvier 1989.

L. VAN DEN BRANDE

Gelet op het ministerieel besluit van 4 juni 1964 inzake werkloosheid, inzonderheid op artikel 83ter, § 4, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 augustus 1986;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat artikel 160, § 10, derde lid van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid bij het koninklijk besluit van 26 januari 1989 opgeheven werd zodat de tekst van artikel 83ter, § 4, van het ministerieel besluit van 6 juni 1964 die naar vernoemd artikel 160, § 10, derde lid verwijst, zonder verwijf dient aangepast,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 83ter, § 4, tweede lid van het ministerieel besluit van 4 juni 1964 inzake werkloosheid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het bedrag van 4 056 F bedoeld in § 1, tweede lid, en in § 2, wordt gekoppeld aan de spilindex 114,20. Het wordt berekend door er de coëfficiënt 1,02<sup>n</sup> op toe te passen waarin n de rang vertegenwoordigt van de spil-index bereikt op 1 januari 1984. »

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1988.

Brussel, 27 januari 1989.

L. VAN DEN BRANDE

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 275

#### 23 DECEMBRE 1988. — Décret portant création d'indicateurs sociaux pour la Communauté française et visant la diffusion des données sociales (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Chaque année, dans le courant du mois précédant la présentation du budget, l'Exécutif dépose au Conseil un rapport relatif aux indicateurs sociaux de la Communauté française.

**Art. 2.** Par indicateurs sociaux de la Communauté française, il faut entendre un ensemble de statistiques sociales coordonnées destinées à caractériser le niveau de développement social quantitatif et qualitatif de la population de la Communauté française en vue d'apprécier le bien-être ou le mal-être de cette population, considérée dans son ensemble, ou classée selon les divers groupes sociaux qui la composent ou en fonction de divers besoins sociaux distincts.

Les indicateurs sociaux de la Communauté française portent sur chacune des matières personnalisables énumérées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

**Art. 3.** L'Exécutif arrête la liste des indicateurs sociaux et définit les modalités pratiques de leur établissement après avis du comité scientifique des indicateurs sociaux de la Communauté française dont la composition est fixée à l'article 4 du présent décret.

Bien qu'étant spécifiques à la Communauté française, ces indicateurs sociaux sont conçus de manière à permettre une comparaison au niveau national et au niveau international.

Le rapport relatif aux indicateurs sociaux est établi par la direction générale des affaires sociales de l'administration de la Communauté française, après avis des milieux intéressés regroupés au sein du comité scientifique.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le comité scientifique des indicateurs sociaux de la Communauté française est composé de vingt-quatre membres effectifs et de vingt-quatre membres suppléants, dont notamment :

- 1<sup>o</sup> un représentant de chacun des ministres membres de l'Exécutif;
- 2<sup>o</sup> un représentant de chacune des universités ayant son siège en Communauté française;
- 3<sup>o</sup> un représentant de la section sociale, secteur francophone, de l'Union des villes et des communes belges;
- 4<sup>o</sup> seize membres choisis de la manière suivante :

a) quatre membres effectifs et suppléants sont choisis en raison de leur compétence dans le domaine de l'aide sociale ou de la santé;

b) six membres effectifs et suppléants représentant les organisations représentatives œuvrant dans le secteur social ou de la santé;

(1) Session 1986-1987 :

Document du Conseil. — N<sup>o</sup> 97, n<sup>o</sup> 1. Proposition de décret.

Session 1988-1989 :

Documents du Conseil. — N<sup>o</sup> 40, n<sup>o</sup> 1. Document de renvoi à la session 1986-1987. — N<sup>o</sup> 40, n<sup>o</sup> 2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 décembre 1988.

c) six membres effectifs et suppléants représentant les établissements publics ayant pour mission d'exercer une des compétences de la Communauté française dans le domaine de l'aide sociale ou de la santé.

§ 2. Le comité scientifique des indicateurs sociaux peut faire appel à des experts en fonction des besoins et des matières traitées.

§ 3. L'Exécutif, dans le respect du pluralisme, nomme les membres du comité scientifique des indicateurs sociaux pour un terme de cinq ans, renouvelable.

§ 4. Le comité élit en son sein un président et deux vice-présidents.

§ 5. Le comité scientifique établit un règlement qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions. Ce règlement est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

Art. 5. A la demande de l'Exécutif, les services et établissements publics relevant de la Communauté française ou sur lesquels elle exerce la tutelle administrative ainsi que les organismes publics ou privés subsidiés par la Communauté française ont l'obligation de fournir les données nécessaires à l'établissement des indicateurs sociaux.

Les renseignements individuels qui seraient recueillis au cours de ces investigations peuvent uniquement être utilisés en vue de l'établissement de statistiques anonymes.

Art. 6. Chaque année, dans le courant du mois suivant le début de la session parlementaire, l'Exécutif dépose sur le bureau du Conseil la liste des recherches scientifiques financées pour l'exercice budgétaire en cours par la Communauté française ou par l'un des établissements publics à qui celle-ci a confié l'exercice de l'une de ses compétences dans le domaine des matières personnalisables, ainsi qu'un exemplaire des recherches financées au cours des exercices précédents et terminées pendant l'exercice budgétaire en cours.

L'Exécutif dépose en même temps le texte des avis rendus au cours des 12 mois précédents par chacun des conseils consultatifs de la Communauté française exerçant une compétence d'avis dans le domaine des matières personnalisables.

Art. 7. L'Exécutif transmet également les documents énumérés à l'article 6 au comité scientifique des indicateurs sociaux de la Communauté française.

Celui-ci émet un avis sur le choix des recherches scientifiques terminées qui feront l'objet d'une publication à l'initiative de la Communauté française.

Art. 8. L'Exécutif est chargé de l'application du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,  
du Tourisme et des Relations internationales,

J. GRAFE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 275

23 DECEMBER 1988. — Decreet houdende invoering van sociale indicators voor de Franse Gemeenschap, met het oog op de verspreiding van de sociale gegevens (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Elk jaar, in de loop van de maand die de voorlegging van de begroting voorafgaat, dient de Executieve een verslag in de Raad betreffende de sociale indicators van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Er dient onder sociale indicatoren voor de Franse Gemeenschap een geheel van gecoördineerde sociale statistieken te worden verstaan, bestemd voor het karakteriseren van het sociaal ontwikkelingsniveau van de bevolking van de Franse Gemeenschap op kwantitatief en kwalitatief vlak, met het oog op de appreciatie van het welzijn of het niet-welzijn van deze bevolking, in haar geheel beschouwd, of ingedeeld volgens de verschillende sociale groepen waaruit ze bestaat of naar gelang van de verschillende onderscheiden sociale behoeften.

De sociale indicators voor de Franse Gemeenschap hebben betrekking op elk van de persoonsgebonden aangelegenheden opgesomd in artikel 5, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 3. De Executieve stelt de lijst van de sociale indicatoren vast en bepaalt de praktische modaliteiten voor hun opmaking na het advies te hebben ingewonnen van het wetenschappelijk comité voor de sociale indicators van de Franse Gemeenschap, waarvan de samenstelling bij artikel 4 van dit decreet wordt bepaald.

Ofschoon ze eigen zijn aan de Franse Gemeenschap zijn deze sociale indicators zo bedacht dat een vergelijking op nationaal en op internationaal vlak mogelijk is.

Het verslag betreffende de sociale indicators wordt door de algemene directie voor sociale zaken van het bestuur van de Franse Gemeenschap opgemaakt, na het advies van de betrokken milieus, verenigd in het wetenschappelijk comité, te hebben ingewonnen.

(1) Zitting 1986-1987 :

Document van de Raad. — Nr. 97, nr. 1. Voorstel van decreet.

Zitting 1988-1989 :

Documenten van de Raad. — Nr. 40, nr. 1. Verwijzigingsdocument naar de zitting 1986-1987. — Nr. 40, nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 december 1988.

**Art. 4. § 1.** Het wetenschappelijk comité voor de sociale indicatoren van de Franse Gemeenschap bestaat uit vierentwintig effectieve leden en vierentwintig plaatsvervangende leden, waaronder inzonderheid :

- 1<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van iedere Minister, lid van de Executieve;
- 2<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van iedere universiteit, die haar zetel heeft in de Franse Gemeenschap;
- 3<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van de sociale afdeling, franstalige sector, van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten;
- 4<sup>o</sup> zestien leden, gekozen zoals volgt :
  - a) vier effectieve en plaatsvervangende leden worden gekozen met het oog op hun bevoegdheid inzake sociale hulpverlening of gezondheid;
  - b) zes effectieve en plaatsvervangende leden, die de representatieve organisaties vertegenwoordigen, werkzaam in de sociale sector of in de sector gezondheid;
  - c) zes effectieve en plaatsvervangende leden, die de openbare instellingen vertegenwoordigen die als opdracht hebben één van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap in het vlak van de sociale hulpverlening of van de gezondheid uit te oefenen.

§ 2. Het wetenschappelijk comité voor de sociale indicatoren kan beroep doen op deskundigen naar gelang van de behoeften en de behandelde aangelegenheden.

§ 3. De Executieve benoemt de leden van het wetenschappelijk comité voor de sociale indicatoren, met inachtneming van het pluralisme, voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

§ 4. Het comité kiest een voorzitter en twee ondervoorzitters uit zijn midden.

§ 5. Het wetenschappelijk comité stelt een reglement op, waarbij de wijze wordt bepaald waarop het zijn bevoegdheden uitoefent. Dit reglement wordt aan de Executieve ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 5.** Op verzoek van de Executieve zijn de diensten en de openbare instellingen die tot de Franse Gemeenschap behoren of waarover zij de administratieve voogdij uitoefent, alsook de publieke of privé-instellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ertoe verplicht de nodige gegevens voor de opmaking van de sociale indicatoren te bezorgen.

De individuele inlichtingen, die tijdens deze onderzoeken eventueel ingewonnen worden, kunnen slechts gebruikt worden voor het opmaken van anonieme statistieken.

**Art. 6.** Elk jaar, in de loop van de maand die volgt op de aanvang van de parlementaire zitting, dient de Executieve bij de Raad de lijst in van de wetenschappelijke onderzoeken gefinancierd voor het lopende begrotingsjaar door de Franse Gemeenschap of door één van de openbare instellingen, waaraan de Gemeenschap de uitoefening van één van haar bevoegdheden inzake personeelsgebonden aangelegenheden heeft toevertrouwd, alsook een exemplaar van de onderzoeken, gefinancierd tijdens de voorafgaande begrotingsjaren en beëindigd tijdens het lopend begrotingsjaar.

De Executieve legt terzelfder tijd de tekst van de adviezen ter inzage, uitgebracht tijdens de voorafgaande 12 maanden door elk van de adviesraden van de Franse Gemeenschap, die een adviserende bevoegdheid uitoefenen inzake persoonsgebonden aangelegenheden.

**Art. 7.** De Executieve maakt eveneens aan het wetenschappelijk comité voor de sociale indicatoren van de Franse Gemeenschap de in artikel 6 opgesonde documenten over.

Dit comité brengt een advies uit over de keuze van de afghandelde wetenschappelijke onderzoeken, die het voorwerp zullen zijn van een publikatie, op voorstel van de Franse Gemeenschap.

**Art. 8.** De Executieve is blast met de toepassing van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, van Vorming, Van Sport, van Toerisme  
en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

Ch. PICQUE

F. 89 — 276

**10 AOUT 1988. — Arrêté de l'Exécutif établissant le cahier des charges des organismes de télévision payante en Communauté française et fixant les modalités de paiement pour la réception des programmes**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, notamment le chapitre V, les organismes de télévision payante, modifié par le décret du 5 juillet 1988;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, vu la délibération de l'Exécutif du 29 juillet 1988;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté :

§ 1<sup>er</sup>. Les mots « l'organisme » désignent les organismes de télévision payante visés aux articles 19 et 19bis du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.

§ 2. Les mots « le Ministre » désignent le membre de l'Exécutif qui a l'audiovisuel dans ses attributions.